



DÉROGATIONS – 2023

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le tableau ci-joint a été établi pour l'information des délégations. Il contient une liste des dérogations accordées par le Conseil général en 2023, ainsi que des dérogations précédemment accordées et encore en vigueur en 2023. Il convient de noter que certaines de ces dérogations sont venues à expiration dans le courant de l'année.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2023 ²
Accordée en 2023				
Canada – Prorogation de la dérogation pour l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes: CARIBCAN	WT/L/1166	9 mai 2023	31 décembre 2033	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ³	WT/L/1181	13 décembre 2023	31 décembre 2024	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁴	WT/L/1182	13 décembre 2023	31 décembre 2024	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁵	WT/L/1183	13 décembre 2023	31 décembre 2024	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁶	WT/L/1184	13 décembre 2023	31 décembre 2024	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2022 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁷	WT/L/1185/Rev.1	13 décembre 2023	31 décembre 2024	-

² Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

³ Le Membre qui a demandé à bénéficier de cette dérogation est la Chine.

⁴ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Malaisie; République dominicaine; et Union européenne.

⁵ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Inde; Kazakhstan; Malaisie; Mexique; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Singapour; Suisse; Thaïlande et Union européenne.

⁶ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; Équateur; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Kazakhstan; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Union européenne et Uruguay.

⁷ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Australie; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Norvège; Paraguay; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande et Union européenne.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2023 ²
Précédemment accordée – en vigueur en 2023				
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁸	WT/L/1160	20 décembre 2022	31 décembre 2023	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁹	WT/L/1161	20 décembre 2022	31 décembre 2023	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹⁰	WT/L/1162	20 décembre 2022	31 décembre 2023	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹¹	WT/L/1163	20 décembre 2022	31 décembre 2023	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2022 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹²	WT/L/1164 , WT/L/1164/Add.1	20 décembre 2022	31 décembre 2023	-
Décision sur l'Accord sur les ADPIC ¹³	WT/MIN(22)/30 WT/L/1141	17 juin 2022	5 ans à compter de la date de cette décision	-
Pays les moins avancés Membres – Obligations au titre de l'article 70:8 et 70:9 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les produits pharmaceutiques	WT/L/971	30 novembre 2015	1 ^{er} janvier 2033	-
Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts ¹⁴	WT/L/1039	26 juillet 2018	31 décembre 2024	-
Union européenne – Application du traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans	WT/L/1114	28 juillet 2021	31 décembre 2026	WT/L/1169

⁸ Le Membre qui a demandé à bénéficier de cette dérogation est la Chine.

⁹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Malaisie; République dominicaine; et Union européenne.

¹⁰ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Chine; Colombie; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Inde; Kazakhstan; Malaisie; Mexique; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Singapour; Suisse; Thaïlande et Union européenne.

¹¹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; Équateur; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Kazakhstan; Macao, Chine; Monténégro; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Union européenne et Uruguay.

¹² Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Australie; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Macao, Chine; Norvège; Paraguay; Philippines; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; et Union européenne.

¹³ Adoptée par les Ministres à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC le 17 juin 2022.

¹⁴ Annexe: Afrique du Sud; Australie; Botswana; Brésil; Cambodge; Canada; États-Unis; Fédération de Russie; Guyana; Inde; Japon; Kazakhstan; Malaisie; Maurice; Monténégro; Namibie; Norvège; Panama; République de Corée; Sierra Leone; Singapour; Sri Lanka; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Turquie; Ukraine; et Union européenne.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2023 ²
Traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ¹⁵	WT/L/847	17 décembre 2011	15 ans à compter de la date d'adoption ¹⁶	-
Préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés	WT/L/1069	16 octobre 2019	30 juin 2029	-
Cuba – Article XV:6	WT/L/1128	23 novembre 2021	31 décembre 2026	WT/L/1179
États-Unis – Loi des sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique	WT/L/970	30 novembre 2015	30 septembre 2025	WT/L/1173
États-Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes	WT/L/1070	16 octobre 2019	30 septembre 2025	WT/L/1174
États-Unis – Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique	WT/L/1000	7 décembre 2016	31 décembre 2026	WT/L/1175
États-Unis – Préférences commerciales accordées au Népal	WT/L/1001	7 décembre 2016	31 décembre 2025	WT/L/1176
Mise en œuvre du traitement préférentiel en faveur des services et fournisseurs de services des pays les moins avancés et participation croissante des PMA au commerce des services ¹⁷	WT/L/982 WT/MIN(15)/48	19 décembre 2015	31 décembre 2030 ¹⁸	-
Canada – CARIBCAN ¹⁹	WT/L/958	28 juillet 2015	31 décembre 2023	WT/L/1146
Mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ²⁰	WT/MIN(13)/43 WT/L/918	7 décembre 2013	-	-
Mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique ²¹	WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1	30 août 2003	Voir les documents WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1	IP/C/97

¹⁵ Deux décisions ont été adoptées ultérieurement par la Conférence ministérielle en application de cette dérogation: l'une en 2013 ([WT/MIN\(13\)/43-WT/L/918](#)) et l'autre en 2015 ([WT/MIN\(15\)/48-WT/L/982](#)). Voir aussi plus haut et la décision contenue dans le document [WT/MIN\(13\)/43-WT/L/918](#).

¹⁶ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2030 ([WT/MIN\(15\)/48-WT/L/982](#)) – voir aussi plus haut.

¹⁷ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 ([WT/L/847](#)) et de la Décision sur la mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2013 ([WT/MIN\(13\)/43-WT/L/918](#)) – voir également ci-après.

¹⁸ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation adoptée en 2011 concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ([WT/L/847](#)). Voir également ci-après.

¹⁹ Pour la Décision sur le programme CARIBCAN, adoptée le 9 mai 2023, voir la page 2.

²⁰ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 ([WT/L/847](#)). Elle ne constitue pas une nouvelle dérogation. Voir aussi la page 5 et la décision [WT/L/847](#) ci-dessous.

²¹ Conformément à la Décision du Conseil général du 30 août 2003 ([WT/L/540](#) et [WT/L/540/Corr.1](#)), un protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC a été adopté par le Conseil général le 6 décembre 2005 ([WT/L/641](#)) et présenté aux Membres pour acceptation. Conformément à l'article X:3 de l'Accord sur l'OMC, ce protocole est entré en vigueur le 23 janvier 2017. Depuis, l'Accord sur les ADPIC amendé s'applique aux Membres qui l'ont accepté. Pour chacun des autres Membres, le Protocole prendra effet dès que celui-ci l'aura accepté. En attendant, la Décision de 2003 continue de s'appliquer à ces Membres. Aux fins de cette décision, l'examen annuel du système de licences obligatoires spéciales est réputé satisfaire aux prescriptions en matière de réexamen énoncées à l'article IX:4 de l'Accord sur l'OMC.